

LES FAITS DIVERS

BONDY

Coup de feu d'avertissement à Bondy-Nord

LES ENQUÊTEURS ne croient pas au hasard au lendemain d'une inquiétante et mystérieuse salve de coups de feu dont l'un a traversé le double vitrage d'un appartement, au rez-de-chaussée d'un immeuble de l'avenue Jean-Moulin, jeudi en plein quartier de Bondy-Nord. Il était environ 17 h 30 lorsqu'une détonation a retenti, rapidement suivie de plusieurs autres. Les tirs n'ont pas fait de blessé, mais les impacts montrent qu'ils se concentraient vers une cible unique : un logement de plain-pied, dont la plupart des fenêtres étaient protégées par des volets clos, sauf une, où est allé se fichier l'un des tirs. Les enquêteurs de la sûreté départementale ont retrouvé cinq douilles de 22 long rifle jeudi après-midi. L'hypothèse inquiétante d'un tueur fou a rapidement été écartée par les policiers, qui privilégient un acte de représailles ou d'avertissement, peut-être lié à un différend de voisinage. Aucune arme n'a en tout cas été retrouvée, ni aucun suspect interpellé.

Saint-Ouen

Bisbilles au sujet de la future maison des associations

C'EST L'HISTOIRE d'une ancienne maison de passes reconvertie en maternité puis en résidence pour personnes âgées. À l'abandon, la bâtisse se retrouve au centre d'une bataille rangée. D'un côté, Mustapha Krinat, l'adjoint au maire délégué à la vie associative (PS) qui voit en « l'ex-clinique des Rosiers » l'emplacement idéal pour le projet de maison des associations, « un lieu vivant de 1 100 m² avec terrasse, citronniers et jardin polyvalent pour embellir le quartier ». De l'autre, certains riverains et ancien élus qui ont lancé une pétition et un blog pour dénoncer un projet « pharaonique », beaucoup trop onéreux à leur goût et qui mettrait en péril le patrimoine de la ville. Le projet de 4 millions d'euros de « maison de la vie associative et du citoyen » prévoit en effet d'ici à 2011 la démolition de cette vaste bâtisse bourgeoise, réemptée par la ville en 2006.

« Un mélange de manipulation et d'incompétence », dénoncent en chœur Olivier Le Sidaner, Patricia Thyria, François Lemaire et Eric Pereira-Silva, anciens élus de la majorité, qui ont réussi à ce jour à recueillir près de 300 signatures contre le projet. « Saint-Ouen n'a pas besoin de cette cathédrale de 22 m de haut pas du tout adaptée qui nuirait à la tranquillité du quartier et le défigurerait », soutiennent-ils, en redoutant la « mainmise de la ville sur les associations ». Nullement opposés à l'ouver-



SAINT-OUEN, MERCREDI. Les riverains lancent une pétition contre le projet de maison des associations à la place de l'ancienne clinique des Rosiers qui va être détruite. (LP/BERANGERE LEPETIT.)

ture d'une structure plus modeste, ils s'insurgent contre les tromperies de la majorité qui avait à l'origine affirmé son intention de réhabiliter l'ancienne clinique. « C'est un bâtiment rare qui fait partie de la mémoire de la ville », argumente Olivier le Sidaner. Selon les opposants au projet, qui prévoient d'organiser

« une grande manifestation » lors de la Fête de la ville et des associations le 23 septembre, l'argent pourrait en outre être dépensé plus judicieusement pour rénover, par exemple, la patinoire ou le stade Bauer.

« Cet ancien mouiroir, ce bâtiment pitoyable ne présente aucun intérêt architectural », rétorque Mustapha Krinat, qui considère cette pétition

comme une manœuvre politique. Et de vanter « un outil évolutif qui permettrait aux 400 associations de mettre en valeur leurs actions ». « Saint-Ouen doit tirer la culture vers le haut. Nous pouvons devenir un petit Paris ou un petit Montmartre ! » ose-t-il.

BÉRANGÈRE LEPETIT

De la maison close au squat

DERRIÈRE la sage façade de cette austère bâtisse bourgeoise se cache une histoire des plus pittoresques. L'ex-clinique des Rosiers, dont la grille bleue s'étend au 27 de l'actuelle avenue Gabriel-Péri, a été construite en 1908 sur l'avenue des Batignolles. Elle abritait à l'époque les ébats de la bourgeoisie parisienne. « Les petites pièces du 3^e étage servaient alors d'hôtel de passes », rappelle l'élu PS adjoint à la vie associative Mustapha Krinat. Fermée, la maison close est rachetée par un mystérieux médecin qui y habite et aménage ce même troisième étage en maison d'accouchement et de gynécologie de cinq ou six chambres. La maternité, fermée en 1981 pour cause de non-respect des normes, abrite ensuite une résidence pour personnes âgées. « Un mouiroir où on plaçait les personnes âgées en fin de vie », dans des lits... toujours au 3^e étage. Après la fermeture de la maison de retraite en 2001 et avant d'être racheté par la ville en 2004, le bâtiment, tombé à l'abandon une dizaine d'années, est rapidement squatté. « Il servait parfois de lieu de deal. On a retrouvé des seringues avant de murer ses fenêtres et ses portes. »

B.L.

LES ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES 93

« Le Parisien » est officiellement habilité pour l'année 2009 pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements 60, 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95, par arrêté de chaque préfet concerné.

Constitution de société

Avis est donné de la constitution de la SARL à capital variable

HOME INSTALL

Capital : 8000 Euros
Siège social : 13 bis, Quai de Seine 93400 SAINT-OUEN.
Objet : Achat, vente de mobilier de cuisine et mobiliers d'aménagement.
Durée : 99 ans.
Gérant : Mr Daniel SOUJISSI demeurant 5, rue du Montel 59178 HASMON, nommé pour une durée indéterminée.

Mention au RCS de BOBIGNY.

Par acte SSP en date du 7 Avril 2009, il a été constitué une société.

Dénomination sociale :

ESMA

Forme : SARL
Capital : 7700 Euros
Siège Social : 219 Rue Etienne Marcel 93100 MONTREUIL
Durée : 99 ans
Objet social : L'achat la vente de tout article de textile, confection en tout genre, la fabrication de vêtement de toute matière en sous traitance
Gérant : M.DURMUS Sedat demeurant 77 rue de la Solidarité 93100 MONTREUIL
Immatriculation au RCS de BOBIGNY

Par acte SSP en date du 7 Août 2009, il a été constitué une société.

Dénomination sociale :

ESMA

Forme : SARL
Capital : 7700
Siège Social : 219 Rue Etienne Marcel 93100 MONTREUIL
Durée : 99 ans
Objet social : L'achat et la vente de tout article de textile, confection en tout genre, la fabrication de vêtement de toute matière en sous traitance
Gérant : M.DURMUS Sedat demeurant 77 rue de la Solidarité 93100 MONTREUIL
Immatriculation au RCS de BOBIGNY

En date du 01 aout 2009 il a été constitué, une société à responsabilité limitée.

Dénomination

« ZERDA »

Siège social : 08 Avenue de Pasteur 93100 MONTREUIL.
Durée: 99 ans.
Capital: 1 000,00 euros.
Objet : restauration rapide, vente sur place et à emporter.
Gérante: Mme CEKIK Ep. FESLI Nuray demeurant au 7 Allée de passeur 93320 Pavillon Sous Bois.
L'entreprise sera immatriculée au RCS de Bobigny.

Divers société

CLASS'CAR

SARL au capital de 10 000 euros
Siège social : 19, rue de la République 93230 ROMAINVILLE
RCS 483 088 886 BOBIGNY

L'AGE du 31 juillet 2009, à décidé du départ des fonctions de co-gérante de Mme JARRARI Salima.
Mention au RCS BOBIGNY

2P DAB

Au capital de 15 000 Euros
Siège social :
206, rue Anatole France 93700 DRANCY
RCS BOBIGNY B 498 310 762

Par AGE du 20 mars 2009, les associés ont décidé de transférer le siège social au 8, rue Solférino, 93300 AUBERVILLIERS. Modification sera faite au RCS de BOBIGNY.

ACCESS INVEST GOSK

Au capital de 60 000 Euros
Siège social :
49, boulevard de la Liberté 93260 LES LILAS
RCS BOBIGNY B 511 219 651

Par AGE du 11 mars 2009, les associés ont décidé de transférer le siège social au 9, rue Morin, 93700 DRANCY. Modification sera faite au RCS de BOBIGNY.

STUDIO M.K.

Au capital de 8 000 Euros
Siège social :
54, rue Suzanne Masson 93120 LA COURNEUVE
RCS BOBIGNY B 499 922 524

Par AGE du 30 juillet 2009, les associés ont décidé de transférer le siège social au 9, rue Morin, 93700 DRANCY, ainsi que l'attribution d'un Nom Commercial : R.B.F.I. Modifications seront faites au RCS de BOBIGNY.

Insertions diverses



Le Directeur de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales, Les Ellipses, 3 avenue du chemin de Presles, 94417 Saint-Maurice cedex, curateur de la succession de M RIARDANT Jean-Pierre André, décédé le 11/03/2007, à BOBIGNY (93) a déposé le compte de la succession au tribunal de grande instance de Bobigny le 11/08/2009. Référence: Secteur 4 / 121007 SV / 93.

Le Directeur de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales, Les Ellipses, 3 avenue du chemin de Presles, 94417 Saint-Maurice cedex, curateur de la succession de M RIARDANT Jean-Pierre André, décédé le 11/03/2007, à BOBIGNY (93) a déposé le compte de la succession au tribunal de grande instance de Bobigny le 11/08/2009. Référence: Secteur 4 / 120140 SV / 93.

OFFRES D'EMPLOI, ANNONCES LÉGALES

Achetez en ligne

votre annonce

dans Le Parisien
24h/24 et 7j/7

sur notre site

www.leparisien.fr

Rubrique "Publier votre annonce dans Le Parisien"
ou <http://petites-annonces.leparisien.fr>

Contactez-nous au 01-40-10-56-56 Par e-mail : annonces@amaurymedias.fr